



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Maîtrise de la dépense publique

Question au Gouvernement n° 865

Texte de la question

MAÎTRISE DE LA DÉPENSE PUBLIQUE

Mme la présidente . La parole est à M. Charles Sitzenstuhl.

M. Charles Sitzenstuhl . Je tiens d'abord à dire l'émotion du groupe Ensemble pour la République à la suite de la mort tragique d'Olivier Marleix. Nous présentons nos condoléances à nos partenaires des Républicains, à ses proches et à sa famille. (*Applaudissements.*)

Madame la ministre des comptes publics, la semaine dernière, la Cour des comptes tirait une nouvelle fois la sonnette d'alarme au sujet de la situation financière de la France. Au premier trimestre, la dette publique s'est élevée à 114 % du PIB. L'endettement repart à la hausse et pose désormais un risque d'emballement. La France ne peut plus faire l'autruche.

Il faudra prendre des décisions fortes à la rentrée pour le budget 2026.

Une députée du groupe RN . C'est vous qui êtes au pouvoir !

M. Charles Sitzenstuhl . Le gouvernement évoque 40 milliards d'euros d'efforts. Cet objectif ne doit absolument pas être perdu de vue, mais pas à n'importe quel prix. Le ras-le-bol fiscal reste un sentiment puissant dans le pays : ne le sous-estimez pas.

La classe moyenne nous le dit, il ne faut pas augmenter les impôts car elle en a assez de payer.

M. Édouard Bénard . Alors taxons les pauvres, c'est ça ?

M. Charles Sitzenstuhl . Quant aux entreprises, elles ne veulent plus être prises pour des vaches à lait. Madame la ministre, laissez les entreprises tranquilles !

C'est pour cette raison qu'il faut absolument que la réduction de la dépense publique soit notre priorité. Cela demandera du courage. L'année dernière, le gouvernement de Gabriel Attal et le ministre Bruno Le Maire avaient déjà pris des mesures permettant de limiter le déficit en économisant plus de 30 milliards. Une commission d'enquête a reconnu qu'il s'agissait de mesures sans précédent hors période de crise. Hélas, la dissolution a ensuite tout mis à l'arrêt.

Cet automne, le gouvernement nous trouvera donc à ses côtés s'il veut réduire la dépense et lancer de nouvelles réformes. Le contrôle renforcé des arrêts de travail et des transports sanitaires vont dans la bonne direction. En outre, avec la proposition de loi de notre collègue Stéphanie Rist, nous demandons une nouvelle réforme de l'assurance chômage. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EPR.*)

La France est au pied du mur. (*Exclamations sur plusieurs bancs des groupes LFI-NFP, SOC, EcoS et GDR.*) Réduirez-vous vraiment la dépense publique ? Protégerez-vous la classe moyenne et les entreprises des hausses d'impôts ? Engagerez-vous de nouvelles réformes courageuses pour notre pays ? (Applaudissements sur les bancs du groupe EPR. – Exclamations sur les bancs du groupe GDR.)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre chargée des comptes publics.

Mme Amélie de Montchalin, *ministre chargée des comptes publics* . Vous l'avez dit : la période que nous traversons exige du courage.

Une députée du groupe LFI-NFP . Vous n'en avez jamais eu !

Mme Amélie de Montchalin, *ministre* . Après, il risque d'être trop tard.

C'est surtout le moment de redonner confiance aux Français, aux entrepreneurs, aux salariés et aux familles. Nous sommes pris en tenaille entre deux couperets. Nos débats donnent en effet l'impression qu'il n'y aurait que deux issues : la censure ou l'augmentation des impôts.

La semaine prochaine, lorsque le premier ministre annoncera des arbitrages, il rappellera sans doute qu'un budget ne se résume pas à des tableaux de chiffres ; c'est avant tout un ensemble de choix qui reposent sur des convictions.

Notre première conviction, c'est que c'est par le travail, la production et une juste rémunération que nous pouvons redresser nos comptes publics, donc le pays. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem. – M. Laurent Wauquiez applaudit également.*)

Notre deuxième conviction, c'est que ce n'est pas par l'impôt – l'impôt généralisé et indifférencié – que nous nous en sortirons. (*Exclamations sur plusieurs bancs des groupes LFI-NFP, SOC, EcoS et GDR.*)

Notre troisième conviction, c'est que dans un pays où les dépenses publiques représentent 57 % du PIB, nous pouvons dire sans rougir qu'il est possible de faire des économies.

Il nous reste deux ans avant ce choix démocratique majeur qu'est l'élection présidentielle. Nous pouvons sans doute partager une conviction sur ces bancs : ces deux années doivent être utiles. Il faut les mettre au service de nos entreprises et de la réindustrialisation, de nos enfants et de leur éducation, de la santé et de l'adaptation au vieillissement de la population, de la recherche et de l'innovation, de la transition énergétique et de la production d'une énergie décarbonée, à la fois renouvelable et nucléaire, d'un État fort dont les armées, la police et la justice répondent aux exigences des Français.

Mme Béatrice Bellay . Et la lutte contre les inégalités ?

Mme Amélie de Montchalin, *ministre* . Nous voulons avoir le courage d'agir au service des Français. Il faut sortir de cette alternative piègeuse – la censure ou les impôts.

M. Stéphane Peu . Ce sera la censure !

Mme Amélie de Montchalin, *ministre* . Uni et mobilisé, ce gouvernement fera face à ses responsabilités avec courage. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem. - Exclamations sur plusieurs bancs des groupes LFI-NFP, SOC, EcoS et GDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Charles Sitzenstuhl](#)

Circonscription : Bas-Rhin (5^e circonscription) - Ensemble pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 865

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Comptes publics

Ministère attributaire : Comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 9 juillet 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 9 juillet 2025